

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 20/02/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44 110 Châteaubriant

Référence : N3-2026-254
Code AIOT : 0006302453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2026 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté ZI - Rue du Général Bradley 44 110 Châteaubriant. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- ZI - Rue du Général Bradley 44 110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006302453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Tri, transit, regroupement de déchets de métaux

Centre de dépollution des véhicules hors d'usage (VHU)

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2026 Gestion des déchets
- Déchets

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activité de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, Annexe 1 - 15°	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement, article R541-45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Obligation de remise des batteries issues des VHU	Code de l'environnement, article R543-128	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Protection incendie du site	Rapport d'inspection du 16/10/2023	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Contrôle annuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Gestion des eaux du site	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 27, 31 et 33	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement, articles L541-10-26 et R543-155-1 (II)	Sans objet
5	Activité de dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 41 et 42	Sans objet
6	Traçabilité des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43	Sans objet
7	Gestion des batteries	Dossier de réexamen IED du 20/06/2023 et donner acte du 04/12/2025	Sans objet
9	Protection incendie	Autre du 26/11/2012, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de la visite d'inspection, 6 non-conformités. L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Activité de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, Annexe 1 - 15°
Thème(s) : Autre, Vérification de la conformité de son installation
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants : <ul style="list-style-type: none">- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n°761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification. Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.
Constats : L'exploitant a fait réaliser la vérification de la conformité de son installation de dépollution des véhicules hors d'usage le 17 juillet 2025. 5 non-conformités ont été relevées : <ul style="list-style-type: none">- Aucun dispositif de neutralisation des airbags n'est présent sur site. L'exploitant s'est muni d'un dispositif de neutralisation des airbags et a transmis la facture correspondante. Le dispositif a été constaté présent sur le site.- Aucun dispositif de récupération et de stockage des fluides frigorigènes n'est présent sur site. L'exploitant s'est muni d'un dispositif de récupération et de stockage des fluides frigorigènes et a transmis la facture correspondante. Le dispositif a été constaté présent sur le site.- Le verre n'est pas extrait des véhicules. L'exploitant s'est muni d'un dispositif de récupération du verre (découpage et aspiration) et a transmis la facture correspondante. Le dispositif a été constaté présent sur le site.- Les taux de réutilisation et de recyclage (TRR = 2,67 % au lieu de 3,5 % minimum) et de réutilisation et de valorisation (TRV = 3,58 % au lieu de 5 % minimum) sont insuffisants.- L'exploitant ne dispose pas de l'attestation de capacité catégorie V : Jusqu'à présent, l'exploitant explique sous-traiter l'opération à l'opérateur SAS CASTEL PNEU et a présenté l'attestation de capacité de catégorie V de ce dernier. Désormais, l'exploitant a décidé de faire réaliser l'opération en interne. Pour cela, il a prévu la formation d'un de ses employés à la réalisation de l'opération de récupération et de stockage des fluides frigorigènes afin d'obtenir l'attestation d'aptitude et ensuite entreprendre les démarches pour obtenir l'attestation de capacité du site. L'exploitant a transmis la convocation d'un de ses agents à la formation programmée le 16 février 2026 et organisée par la société APAVE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apporte des explications quant aux taux de réutilisation et de recyclage (TRR = 2,67 % au lieu de 3,5 % minimum) et de réutilisation et de valorisation (TRV = 3,58 % au lieu de 5 % minimum) insuffisants et met en place des actions correctives pour améliorer son TRR et son TRV.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L541-10-26 et R543-155-1 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2026, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I. Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec au moins un éco-organisme ou un système individuel agréé en application de l'article L541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : L'exploitant déclare avoir établi un contrat avec l'éco-organisme RECYCLER MON VÉHICULE. L'exploitant a fourni une copie du contrat établi le 31 janvier 2025 valable pour une durée de 3 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dématérialisation des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R541-45
Thème(s) : Actions nationales 2026, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
Prescription contrôlée : I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.
Constats : Le centre VHU est inscrit sur Trackdéchet. L'exploitant déclare utiliser un logiciel métier, NESSY, qui n'est pas en mesure de générer des bordereaux de suivi des VHU (BSD VHU) dans Trackdéchet. L'exploitant a présenté les 3 derniers BSD VHU établis pour l'envoi des 3 derniers lots de 30 VHU sur le site de broyage de GUYOT ENVIRONNEMENT à Brest. Ces BSD sont accompagnés, pour chaque VHU, de la carte grise, du certificat de situation administrative, du certificat de cession du

véhicule et du certificat de destruction.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant entreprend les démarches nécessaires afin d'enregistrer les BSD VHU dans Trackdéchet.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Obligation de remise des batteries issues des VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-128
Thème(s) : Actions nationales 2026, Gestion des batteries extraites des véhicules
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Pour l'application de l'article L541-10-19, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets de batteries que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé.</p> <p>Les opérateurs de collecte, de transit ou de regroupement, y compris les distributeurs ou les garagistes, ne sont pas tenus de disposer d'un tel contrat dès lors qu'ils remettent les déchets à un opérateur de traitement ayant lui-même conclu un contrat soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.</p> <p>L'alinéa précédent s'applique également aux acteurs effectuant des activités de recherche et développement visant à tester, améliorer la recyclabilité ou développer des solutions techniques de recyclage de déchets de batteries, pour ce qui concerne les déchets de batteries sur lesquels sont pratiqués de telles activités.</p> <p>II.-Le contrat mentionné au I est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernée ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits.</p> <p>III.-Un arrêté des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales, parmi lesquelles celles relatives au respect du principe de proximité, devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au I.</p> <p>IV.-Tout opérateur mentionné au I du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce I, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1.</p> <p>S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au I gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce cet opérateur l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.</p> <p>Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder, par tonne de déchets de batteries, 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale.</p> <p>La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion</p>

budgétaire et comptable publique.
Constats : L'exploitant déclare évacuer les batteries issues des VHU sur le site de la société SIRMET. L'exploitant a transmis un BSD encadrant une évacuation de batteries.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que la société SIRMET a conclu un contrat soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une copie du document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N°5 : Activité de dépollution des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 41 et 42
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage
Prescription contrôlée : <u>Article 41 : Entreposage</u> - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage avant dépollution - Entreposage des pneumatiques - Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules terrestres hors d'usage - Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution <u>Article 42 : Opérations de dépollution</u> L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries. Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution. La dépollution s'effectue avant tout autre traitement. - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure ; - les pots catalytiques sont retirés ; - les batteries sont retirées, qu'elles constituent ou non la source d'énergie principale du véhicule. Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.
Constats :

Les VHU non dépollués sont stockés non empilés, sur des zones imperméables munies de rétention.

Les opérations de dépollution se déroulent dans une station de dépollution à l'extérieur à l'abri des intempéries.

L'aire de dépollution est aérée et ventilée.

Aucune opération de dépollution n'est en cours lors de l'inspection.

Les pneumatiques sont entreposés dans des bennes à l'extérieur. Le volume présent est inférieur à 100 m³.

Suite à la dépollution, les VHU sont entreposés à l'extérieur et ne sont pas empilés.

Type de suites proposées : Sans suite

N°6 : Traçabilité des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 43

Thème(s) : Autre, Registre VHU

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :

- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

Constats :

L'exploitant dispose d'un registre VHU contenant l'ensemble des informations réglementaires. La vérification de la traçabilité des VHU a été effectuée par sondage sur 2 véhicules présents sur le site (immatriculations FW 077 WP et 9738 VW 27).

Type de suites proposées : Sans suite

N°7 : Gestion des batteries

Référence réglementaire : Dossier de réexamen IED du 20/06/2023 et donner acte du 04/12/2025

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'entreposage

Prescription contrôlée :

Éléments issus du dossier de réexamen IED transmis le 20 juin 2023 :

Le caractère IED ne concerne que les batteries. Ces produits sont entreposés dans un bâtiment, sur sol imperméabilisé et en bacs étanches.

Tableau de classement encadrant l'entreposage des batteries (donner acte du 04/12/2025)

Rubriques	Désignation des activités	Caractéristiques	Régime
3550	Stockage temporaire de	Centre de transit de	A

	déchets dangereux	batteries : 75 tonnes	
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux		
Constats : Les batteries sont entreposées dans un bâtiment, sur sol imperméabilisé et en bacs étanches. Sur site, il est constaté 36 bacs de batteries d'environ 1 tonnes chacun.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N°8 : Protection incendie du site

Référence réglementaire : Rapport d'inspection du 16/10/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'inspection du 16 octobre 2023
Prescription contrôlée : <u>Non-conformités identifiées suite à l'inspection du 11 octobre 2023 :</u> - Les équipes ont fermé la vanne de barrage en sortie de séparateur hydrocarbures mais cette vanne n'a pas pu être totalement fermée. L'exploitant rendra étanche cette vanne ou prévoira un dispositif équivalent pour confiner les eaux d'extinction sur site en cas de sinistre. - Les services d'incendie et de secours ont été confrontés à une ressource en eau nettement insuffisante pour faire face à ce sinistre (des travaux au niveau du château d'eau expliqueraient pour partie la situation rencontrée). Au vu des potentiels incendies et du retour d'expérience, il est attendu de la part de l'exploitant qu'il complète les moyens en eau par la mise en place d'une réserve en eau incendie complémentaire sur site (à dimensionner en lien avec les services d'incendie et de secours). - Les zones de stockage apparaissent nettement insuffisamment matérialisées sur le site et l'organisation des stockages et les quantités présentes au jour de l'inspection ne permettent pas de limiter les risques de propagation d'un incendie ou de zones d'effets sortant des limites de propriété (exemple de stockage de platins en limites de propriété côté parking Leclerc ou d'autres zones de stockage avec des déchets combustibles en limite de propriété). Il est attendu de l'exploitant un plan de diminution des quantités de déchets sur site avec définition de zones de stockage (en limitant les hauteurs et volumes de zones de stockage dans chacune des zones). Le plan d'organisation des stockages datant de 2019 est insuffisamment précis. L'exploitant étudiera la possibilité d'augmenter le nombre de cases de stockage via des blocs béton (et le renforcement de la protection de la pelle via la mise en place de blocs béton en remplacement des traverses en bois) et veillera à éviter les stockages de matières combustibles en limite de propriété.
Constats : L'exploitant explique que, faute d'entretien régulier, la vanne de barrage, permettant le confinement des eaux en cas d'incendie, était encrassée et un encombrement de matière empêchait son bon usage et ne permettait pas d'assurer l'étanchéité du dispositif de confinement. L'exploitant a réalisé l'entretien de ce dispositif. Ce dernier a été constaté opérationnel lors de la visite du site. L'exploitant déclare réaliser désormais un contrôle quotidien avec actionnement du dispositif et a mis en place une formation incendie incluant la manipulation de ce dispositif à raison de 2 fois par an. La dernière formation a eu lieu le 1er octobre 2025. L'exploitant a transmis l'attestation de formation correspondante. L'exploitant a mis en place à l'entrée du site une réserve d'eau de 30 m ³ munie d'un raccord

<p>pompier ainsi qu'une berce de 10 m³ d'eau à proximité de la station de dépollution.</p> <p>Le site dispose d'un poteau incendie à proximité du site dont le débit est de 60 m³/h. L'exploitant a fourni l'attestation de débit établie le 25 novembre 2019 par la société Véolia.</p> <p>L'exploitant a mis en place des blocs bétons sur le périmètre de la pelle, il reste néanmoins des traverses en bois sur certaines parties.</p> <p>L'exploitant a également mis en place des blocs bétons en limite de propriété au niveau de l'entreposage des VHU.</p> <p>L'exploitant a mis à jour son plan d'organisation des stockages et a transmis ce plan.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant actualise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le calcul de ses besoins en eaux d'extinction en appliquant le guide D9 à l'établissement. Le cas échéant, les moyens devront être adaptés et le SDIS tenu informé ; - le calcul de ses capacités de rétention des eaux d'extinction en appliquant le guide D9A à l'établissement. <p>L'exploitant complète ses moyens d'intervention en disposant de matériaux inertes type sable ou ciment à proximité du bâtiment d'entreposage des tournures de métaux et des batteries. Ces matériaux permettent d'étouffer le feu en cas de survenue d'un incendie de métaux.</p> <p>L'exploitant remplace les traverses en bois encore présentes autour de la pelle par des blocs bétons.</p> <p>L'exploitant organise ces îlots de stockage en évitant les stockages de matières combustibles en limite de propriété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°9 : Protection incendie

<p>Référence réglementaire : Autre du 26/11/2012, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière vérification des extincteurs du site a été réalisée le 16 octobre 2025 par la société NORMEO. Le rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N°10 : Contrôle annuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conformité - suivi des actions correctives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification électrique des installations a été réalisée le 27 mars 2025 par la société APAVE. Le rapport de vérification fait état de 19 non-conformités.</p> <p>Un certificat Q18 a été établi à cette occasion. Le certificat fait état d'un risque d'incendie et d'explosion. Ce risque est dû à la présence de traces d'échauffement anormal d'une canalisation et/ou d'un matériel électrique. L'exploitant déclare que les actions correctives sont en cours et un nouveau Q18 sera réalisé ensuite. L'exploitant a transmis le devis encadrant ces actions correctives.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi écrit des mesures correctives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 non-conformités ont été levées, - 2 sont en cours de régularisation, - les opérations de régularisation des 10 restantes ont été planifiées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant réalise les opérations de régularisation des non-conformités relevées et fait établir un nouveau certificat Q18 à la suite de ces opérations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N°11 : Gestion des eaux du site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, articles 27, 31 et 33</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traitement - Surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 27 : Collecte des eaux pluviales</u></p> <p>Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les</p>

bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 31 : Valeurs limites de rejet

Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :

a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :

pH 5,5 - 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;

température < 30 °C ;

b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :

Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO₅ : 800 mg/l.

Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.

c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :

Matières en suspension : 35 mg/l. DCO : 125 mg/l ; DBO₅ : 30 mg/l.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :

Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.

Article 33 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées « à l'article 31 » est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures prescrites au présent article doivent être conservés pendant une durée d'au moins six ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le dernier contrôle des eaux a été réalisé le 25 novembre 2025 par la société WESSLING : aucun dépassement des valeurs limites d'émission sur l'ensemble des paramètres suivis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant ajoute le chrome hexavalent dans le spectre d'analyse de ses rejets d'eaux pluviales.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois